

Informations relatives à la protection des données (valables à partir du 25/05/2018)

Notre gestion de vos données et vos droits

– Informations selon les articles 13, 14 et 21 du règlement général sur la protection des données (RGPD)

Chers clients,

les renseignements fournis ci-dessous ont pour but de vous informer sur le traitement par nos soins de vos données à caractère personnel et sur les droits vous revenant conformément aux règlements en matière de protection des données.

La nature des données traitées et la manière dont elles sont utilisées varient essentiellement en fonction des services demandés ou convenus.

1. Qui est responsable du traitement de mes données et à qui puis-je m'adresser à ce sujet ?

Entité responsable :

Wüstenrot Bausparkasse AG
Succursale de Luxembourg
33, rue Gabriel Lippman
L-5356 Munsbach
Téléphone 443-444-1
Télécopie 443-444-244
www.wuestenrot.lu
Adresse électronique : info@wuestenrot.lu

Pour contacter nos délégués internes à la protection des données :

Wüstenrot Bausparkasse AG
Délégué à la protection des données
Wüstenrotstr. 1
71638 Ludwigsburg
Téléphone 07141-16-0
Adresse électronique : dsb@ww-ag.com

2. Quelles sources et données utilisons-nous ?

Nous traitons les données à caractère personnel que vous nous fournissez dans le cadre de nos relations d'affaires. Si nécessaire aux fins de la fourniture de nos services, nous traitons également des données à caractère personnel qui nous sont transmises légitimement par d'autres entreprises de Wüstenrot, par des courtiers, conseillers/partenaires compétents pour votre dossier au niveau régional ou par des tiers (notamment en vue de l'exécution d'ordres, du respect de contrats ou sur la base de votre consentement).

Nous traitons également des données à caractère personnel que nous sommes habilités à collecter auprès de sources accessibles au public (p. ex. listes de débiteurs, registres fonciers, registres de commerce et d'associations, presse, médias) et que nous sommes autorisés à traiter.

Les données à caractère personnel pertinentes sont les données d'identité (nom, adresse et autres coordonnées, date et lieu de naissance, nationalité), les données de légitimation (p. ex. données figurant sur les pièces d'identité) et les données d'authentification (p. ex. spécimen de signature). Il peut également s'agir d'informations de commande (p. ex. ordre de paiement), de données issues de l'exécution de nos obligations contractuelles (p. ex. données de vente transmises dans le cadre de transactions financières, lignes de crédit), de données relatives à des produits (p. ex. opérations d'épargne-logement, de dépôt et de crédit), d'informations relatives à votre situation financière (p. ex. données de solvabilité, données de *scoring* et de notation, origine d'avoirs financiers), de données publicitaires et commerciales (y compris les résultats publicitaires), de données documentaires (p. ex. procès-verbaux de consultation), de données issues de registres, de données relatives à l'utilisation par vos soins des télémédias que nous proposons (p. ex. historique des consultations de nos pages Internet, applications ou newsletter, pages cliquées ou termes saisis) et de toutes autres données similaires aux catégories citées.

3. À quelle fin traitons-nous vos données (finalité du traitement) et sur quelles bases juridiques ?

Nous traitons les données à caractère personnel conformément aux dispositions du règlement général de l'Union européenne sur la protection des données (RGPD) et à la loi luxembourgeoise sur la protection des données.

a) Aux fins de l'exécution d'obligations contractuelles (art. 6, par. 1, point b du RGPD)

Les données à caractère personnel (art. 4, point 2 du RGPD) sont traitées aux fins de la fourniture et de l'intermédiation d'opérations d'épargne-logement, de dépôt et de crédit, d'opérations bancaires, de services financiers ainsi que d'opérations d'assurance et immobilières, en particulier aux fins de l'exécution de nos contrats ou de mesures précontractuelles conclus avec vous, de l'exécution de vos ordres, mais aussi en vue de toutes les activités nécessaires à la gestion et à l'administration d'un établissement de crédit.

Les finalités du traitement des données dépendent avant tout du produit concret (p. ex. compte, crédit, épargne-logement, dépôts, intermédiation) et peuvent englober des analyses des besoins, la consultation et l'exécution de transactions.

Vous trouverez de plus amples informations sur la finalité du traitement des données dans les documents contractuels et les conditions générales concernés.

b) Dans le cadre de la mise en balance des intérêts (art. 6, par. 1, point f du RGPD)

Outre aux fins de l'exécution en bonne et due forme du contrat, nous traitons vos données, si nécessaire, aux fins de préserver nos intérêts légitimes ou ceux de tiers. Exemples :

- Consultation d'organismes d'enquête sur la solvabilité ou échanges de données avec ceux-ci pour identifier les risques en matière de solvabilité ou de défaut et déterminer les adresses actuelles ;
- Contrôle et optimisation de procédures d'analyse des besoins et de marketing direct ;
- Publicité ou études de marché/d'opinion, pour autant que vous ne vous êtes pas opposés à l'utilisation de vos données ;
- Exercice de droits juridiques et défense en cas de litiges ;
- Garantie de la sécurité informatique et de la gestion informatique de la caisse d'épargne-logement ;
- Prévention et recherche de faits punissables ;
- Surveillance vidéo aux fins de la collecte de preuves en cas d'infractions. L'objectif est de garantir la protection des clients et des collaborateurs, ainsi que l'inviolabilité des lieux ;
- Mesures de sécurisation des bâtiments et des installations (p. ex. contrôles d'accès) ;
- Mesures de préservation de l'inviolabilité des lieux ;
- Mesures de gestion des affaires et de développement de services et de produits.

c) Sur la base de votre consentement (art. 6, par. 1 a du RGPD, art. 9 par. 2 a) en lien avec l'art. 7 du RGPD)

Si vous avez consenti à ce que vos données à caractère personnel soient traitées à des fins précises (p. ex. transmission des données au sein du groupe, exploitation des données à des fins de marketing), la légitimité de ce traitement se fonde sur votre consentement. En présence de catégories particulières de données à caractère personnel (p. ex. votre affiliation syndicale pour le calcul de conditions préférentielles), nous recueillerons votre consentement explicite.

Vous pouvez révoquer votre consentement à tout moment. Il en va de même pour la révocation de déclarations de consentement effectuées avant l'entrée en vigueur du règlement général sur la protection des données, soit avant le 25 mai 2018.

Veillez noter que la révocation ne s'applique qu'aux activités futures. Tout traitement ayant eu lieu avant la révocation n'est donc pas concerné.

d) Sur la base de prescriptions légales (art. 6, par. 1, point c du RGPD) ou dans l'intérêt public (art. 6, par. 1, point e du RGPD)

En outre, notre caisse d'épargne-logement est soumise à une série d'obligations juridiques, notamment des exigences légales (p. ex. loi sur les caisses d'épargne-logement, loi bancaire allemande, loi sur le blanchiment d'argent, lois fiscales) et des règles prudentielles (p. ex. Banque centrale européenne, Autorité bancaire européenne, Banque centrale allemande et *Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht*). Les données sont entre autres traitées aux fins du contrôle de la solvabilité, de l'identité et de l'âge, de la prévention de la fraude et du blanchiment d'argent, de l'exécution d'obligations de contrôles et de déclarations en matière fiscale, de l'évaluation et de la gestion des risques, ainsi que de la transmission de renseignements aux autorités.

4. Qui peut accéder à mes données ?

Au sein de la caisse d'épargne-logement, ce sont les entités qui ont besoin de vos données dans le cadre de l'exécution de nos obligations contractuelles et légales qui ont le droit d'y accéder. En tant que succursale luxembourgeoise de la Wüstenrot Bausparkasse AG, nous transmettons notamment vos données à la Wüstenrot Bausparkasse AG à Ludwigsburg, ce dans le cadre de la préparation et de l'exécution du contrat ainsi que du respect et de l'exécution de nos obligations légales et contractuelles. Nos sous-traitants (art. 28 du RGPD) peuvent également obtenir vos données à ces mêmes fins. Il s'agit d'entreprises actives dans les prestations en matière de crédit, les services informatiques, la logistique, les services d'impression, les télécommunications, le recouvrement, la consultation et la consultance, ainsi que la vente, le marketing et la recherche d'adresses.

En ce qui concerne le transfert de données à des destinataires extérieurs à la succursale luxembourgeoise de la Wüstenrot Bausparkasse AG, il convient tout d'abord de noter que nous sommes tenus au secret professionnel concernant l'ensemble des faits et des appréciations relatifs à nos clients (secret bancaire) portés à notre connaissance. Nous ne sommes autorisés à transmettre des informations à votre sujet que si des dispositions légales nous l'ordonnent, si vous y avez consenti ou si nous sommes habilités à fournir ces renseignements. Dans ces conditions, les données à caractère personnel peuvent par exemple être transmises aux destinataires suivants :

- Entités ou institutions publiques (p. ex. Autorité bancaire européenne, Banque centrale européenne, autorités financières et prudentielles) en cas d'obligation légale ou officielle.
- D'autres établissements de crédit ou de prestation de services financiers ou des établissements similaires auxquels nous devons transmettre des données à caractère personnel dans le cadre de notre relation d'affaires avec vous (en fonction du contrat : p. ex. banques de correspondance, organismes d'enquête sur la solvabilité).
- Le siège principal de la Wüstenrot Bausparkasse AG à Ludwigsburg.
- Des tiers à des fins de consultation et de consultance (tels les cabinets d'avocats, les réviseurs d'entreprises etc.), soumis à leur tour à un secret professionnel similaire au secret bancaire.

Sont également susceptibles de recevoir vos données les entités pour lesquelles vous avez donné votre accord à cette fin ou pour lesquelles vous nous avez libérés du secret bancaire conformément à une convention ou par consentement.

5. Pendant combien de temps mes données sont-elles conservées ?

Si nécessaire, nous traitons et conservons vos données à caractère personnel pendant toute la durée de notre relation d'affaires. Cette période peut englober la phase précontractuelle ou l'exécution d'un contrat.

En outre, nous sommes soumis à différentes obligations de conservation et de documentation, résultant notamment du code de commerce, du code fiscal, de la loi bancaire et de la loi sur le blanchiment d'argent. Les délais de conservation ou de documentation qui y sont stipulés s'étendent sur des périodes allant de deux à dix ans.

Enfin, la durée de conservation est également établie selon les délais de prescription légaux, qui peuvent s'étendre jusqu'à 30 ans dans certains cas particuliers.

6. Les données peuvent-elles être transmises dans un pays tiers ou à une organisation internationale ?

Le transfert de données dans des pays tiers (États ne faisant pas partie de l'Espace économique européen, EEE) ne peut avoir lieu que si l'exécution de vos ordres (p. ex. ordres de paiement) le requiert, si la loi l'exige ou si vous nous avez donné votre consentement à cette fin. Pour autant que la loi l'exige, nous vous aviserons séparément des détails spécifiques.

7. Quels sont mes droits en matière de protection des données ?

Toute personne concernée dispose d'un droit d'**accès** conformément à l'art. 15 du RGPD, d'un droit de **rectification** conformément à l'art. 16 du RGPD, d'un droit de **suppression** conformément à l'art. 17 du RGPD, d'un droit de **limitation du traitement** conformément à l'art. 18 du RGPD et d'un droit à la **portabilité des données** conformément à l'art. 20 du RGPD. En outre, un droit de recours auprès d'une autorité de contrôle en matière de protection des données, au Luxembourg la Commission Nationale pour la Protection des Données, est prévu (art. 77 du RGPD).

8. Suis-je tenu à une obligation de fournir mes données ?

Dans le cadre de nos relations d'affaires, vous êtes tenu de ne fournir que des données à caractère personnel nécessaires à l'établissement, à l'exécution et à la résiliation d'une relation d'affaires ou des données que nous sommes légalement tenus de collecter. Sans ces données, nous nous voyons généralement obligés de refuser la conclusion du contrat ou l'exécution de l'ordre, de mettre un terme à l'exécution d'un contrat existant ou, le cas échéant, de le résilier.

Nous sommes en particulier tenus, conformément aux prescriptions relatives au blanchiment d'argent, de vous identifier par exemple sur la base de votre carte d'identité avant l'établissement d'une relation d'affaires, et par conséquent de collecter votre nom, votre lieu et votre date de naissance, votre nationalité, ainsi que votre adresse. Afin que nous puissions satisfaire à cette obligation légale, vous êtes tenu, conformément à la loi sur le blanchiment d'argent, de nous fournir les informations et les documents requis, et de nous communiquer dans les plus brefs délais toute modification qui pourrait survenir pendant la relation d'affaires. En cas de manquement de votre part à cette obligation de nous fournir les informations et les documents requis, nous ne serons pas en mesure d'établir la relation d'affaires souhaitée ni de la poursuivre.

9. Dans quelle mesure les décisions font-elles l'objet d'un traitement automatisé ?

Aux fins de l'établissement et de l'exécution d'une relation d'affaires, nous n'avons en principe recours à aucun processus entièrement automatisé pour la prise de décisions, conformément à l'art. 22 du RGPD. En cas de recours à ces processus dans des cas isolés, nous ne manquerons pas de vous en aviser séparément, pour autant que la loi l'exige.

10. Dans quelle mesure mes données sont-elles utilisées pour l'établissement de profils (*scoring*) ?

Nous traitons partiellement vos données de manière automatisée dans le but d'évaluer certains aspects liés à votre personne (*profiling*). Nous recourons par exemple au *profiling* dans les cas suivants :

- Conformément à des prescriptions légales et administratives, nous sommes tenus de lutter contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la fraude. Dans ce cadre, nous procédons à des analyses de données (notamment dans le cadre de transactions financières). Ces mesures servent également à garantir votre protection.
- Pour vous fournir des informations et des conseils ciblés sur certains produits, nous avons recours à des instruments d'analyse. Ceux-ci nous permettent d'adapter notre communication et nos messages publicitaires aux besoins réels, y compris pour nos études de marché et d'opinion.
- Dans le cadre de l'évaluation de votre solvabilité, nous recourons à la technique du *scoring* pour les particuliers ou à la notation (*rating*) pour les entreprises. Ainsi, nous évaluons la probabilité qu'un client puisse satisfaire à ses obligations de paiement telles que prévues dans le contrat. Dans le cadre de cette évaluation, nous prenons notamment en compte la situation des revenus, les dépenses, les dettes existantes, la profession, l'employeur, l'ancienneté dans l'emploi, le comportement de paiement (p. ex. transactions en compte, soldes), les enseignements tirés de la relation d'affaires en cours, le

remboursement de crédits antérieurs conformément au contrat et les informations qui nous sont transmises par les organismes d'enquête sur la solvabilité. Pour ce qui est des entreprises, nous prenons en considération encore d'autres données, comme le secteur d'activité, les résultats annuels et la situation financière. Le *scoring* et le *rating* reposent sur des méthodes reconnues et éprouvées alliant mathématiques et statistiques. Les valeurs calculées nous servent de base pour prendre des décisions dans le cadre de la souscription à des produits ; elles sont également utilisées pour la gestion des risques au quotidien.

**Informations relatives à votre droit d'opposition
conformément à l'art. 21 du règlement général sur la protection des données (RGPD)**

1. Sur la base de motifs liés à votre situation personnelle, vous êtes habilité à tout moment à vous opposer au traitement de vos données à caractère personnel effectué sur la base de l'article 6, par. 1, point e du RGPD (traitement des données dans l'intérêt public) et de l'article 6, par. 1, point f du RGPD (traitement des données sur la base de la mise en balance des intérêts) ; il en va de même pour le *profiling* fondé sur cette disposition au sens de l'article 4, point 4 du RGPD, auquel nous avons recours dans le cadre de l'évaluation de la solvabilité ou à des fins publicitaires.

En cas d'opposition de votre part, nous cesserons de traiter vos données à caractère personnel, sauf si nous pouvons invoquer des raisons impérieuses et légitimes justifiant ce traitement et ayant préséance sur vos intérêts, vos droits et vos libertés, ou si le traitement permet de faire valoir, d'exercer ou de défendre des droits légaux.

2. Dans des cas isolés, nous traitons vos données à caractère personnel à des fins de publicité directe. Vous êtes habilité à tout moment à vous opposer au traitement de vos données à caractère personnel aux fins de ce type de publicité ; il en va de même pour le *profiling*, dans la mesure où cette pratique est liée à la publicité directe.

Si vous contestez le traitement de vos données à des fins de publicité directe, nous cesserons de traiter vos données à caractère personnel à ces fins.

L'opposition n'est pas soumise à une obligation de forme et il convient, dans la mesure du possible, de l'adresser à :

Wüstenrot Bausparkasse AG
33, rue Gabriel Lippman
L-5356 Munsbach
Téléphone 443-444-1
Télécopie 443-444-244
www.wuestenrot.lu
Adresse électronique : info@wuestenrot.lu